

Section 5. — Règlement d'ordre intérieur

Art. 21. Le règlement d'ordre intérieur de l'O.O.C. règle les cas non prévus par le présent arrêté.

Section 6. — Frais de fonctionnement

Art. 22. Les frais de fonctionnement de l'O.O.C. sont à la charge du Département de l'Enseignement.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1995.

Art. 24. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 4 octobre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES**

F. 95 — 3072

[Mac — 29594]

**24 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide en milieu ouvert (AMO)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse modifiée par la loi du 2 février 1994;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 relatives à la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 déterminant le fonctionnement de la Commission d'agrément, créée par le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 juillet 1992 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ayant trait à la Commission d'agrément;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, et des Relations internationales.

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995;

Arrête :

TITRE Ier. — Définition et champ d'application*CHAPITRE Ier. — Dispositions générales*

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— "loi" : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994;

— "décret" : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

— "arrêté du 7 décembre 1987" : l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

— "arrêté du 21 décembre 1989" : l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse;

— "Ministre" : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui à l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— "Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française;

— "conseiller" : le conseiller de l'aide à la jeunesse;

— "directeur" : le directeur de l'aide à la jeunesse;

- "instances judiciaires" : les magistrats de la jeunesse et les membres du Parquet ou du Parquet général ayant compétence en matière de jeunesse;
- "jeune" : la personne âgée de 0 à 18 ans ou celle de moins de 20 ans pour laquelle l'aide est sollicitée avant l'âge de 18 ans;
- "aide préventive" : l'aide organisée, dans le cadre du présent arrêté, par le service d'aide en milieu ouvert; elle comprend l'aide individuelle, l'action communautaire et l'action collective telles que définies aux chapitres II, III et IV du présent titre;
- "service" : le service d'aide en milieu ouvert;
- "administration" : l'administration de la Communauté française qui a en charge l'agrément et la subordination des services d'aide en milieu ouvert;
- "commission d'agrément" : la Commission d'agrément prévue à l'article 46 du décret.

Art. 2. § 1er. Le service d'aide en milieu ouvert a pour activité l'aide préventive au bénéfice des jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social. L'aide préventive comporte nécessairement l'aide individuelle et l'action communautaire, éventuellement l'action collective. Ces trois dimensions, telles que définies aux chapitres II, III et IV du présent titre, sont intégrées et sous-tendues par un même objectif de prévention.

§ 2 Complémentaire à sa mission principale définie au § 1, le service d'aide en milieu ouvert peut développer toute activité de prévention qui contribue à atteindre son objectif principal.

§ 3. Le service d'aide en milieu ouvert est soit constitué, en association sans but lucratif ayant pour objet exclusif l'organisation de celui-ci, soit créé et organisé par un centre public d'aide sociale. Dans le cas où le service est créé par un centre public d'aide sociale, la gestion doit être assurée par un comité spécial du service d'aide en milieu ouvert, tel que prévu à l'article 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, et la comptabilité doit être tenue dans le cadre d'une fonction budgétaire spécifique.

Art. 3. Le service intervient à l'égard de toute personne visée à l'article 2, alinéa 1er, 1° et 2° du décret.

CHAPITRE II. — L'aide individuelle

Art. 4. § 1er. L'aide individuelle est une aide sociale et éducative.

Elle vise à développer l'épanouissement personnel du jeune dans son environnement social et familial, afin de prévenir la rupture avec cet environnement ou toute dégradation de situation de rupture avec cet environnement.

§ 2. Par aide sociale et éducative, on entend principalement :

- un travail d'écoute, d'accompagnement, d'orientation et une intervention socio-pédagogique visant à aider le jeune à surmonter ses difficultés dans les domaines familial, social, scolaire, administratif, juridique, professionnel et économique, à soutenir celui-ci dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets personnels dans ces mêmes domaines et à le préparer à l'exercice de l'autonomie et d'une citoyenneté responsable;

- un travail de médiation entre le jeune et sa famille et un soutien à celle-ci dans l'exercice de ses responsabilités parentales.

§ 3. L'aide sociale et éducative exclut toute prise en charge de type psychothérapeutique.

§ 4. La gratuité du service est assurée dans le cadre des missions d'aide individuelle.

Art. 5. § 1er. L'aide individuelle apportée peut uniquement être sollicitée auprès du service par le jeune, sa famille ou une personne proche du jeune ou de sa famille. Le service intervient de manière non contraignante.

§ 2. Le conseiller, le directeur et les instances judiciaires orientent la demande du jeune, de sa famille ou de ses familiers vers le service d'aide en milieu ouvert, conformément, pour le conseiller, à l'article 36, § 2, 1° du décret.

§ 3. A la demande du conseiller, du directeur ou des instances judiciaires, lorsqu'une demande d'aide individuelle a été signalée ou orientée conformément au § 2, le service informe, par simple notification, si une action d'aide est entreprise, poursuivie ou clôturée. Le jeune en est informé.

En aucun cas, le service ne peut transmettre au conseiller, au directeur ou aux instances judiciaires un rapport de contenu relatif à la situation du bénéficiaire de l'aide, ou un rapport de méthode relatif aux modalités de l'intervention.

Art. 6. Après avoir examiné et traité la demande d'aide individuelle, le service oriente prioritairement l'intéressé vers les services publics ou privés de l'aide générale ou spécialisée, s'il apparaît que ceux-ci sont compétents pour apporter l'aide sollicitée.

Dans ce cas, le service accompagne l'intéressé à sa demande et l'aide si nécessaire à utiliser tout moyen d'interpellation et d'exercice de ses droits.

Art. 7. Préalablement à toute aide individuelle, le service informe le bénéficiaire, notamment de son droit à y mettre fin à tout moment, et du cadre d'intervention tel que défini aux articles 4, 5 et 6 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — L'action communautaire

Art. 8. Dans le souci du bien-être des jeunes concernés, l'action communautaire vise, par une action sur l'environnement social, à apporter une réponse globale à des problèmes individuels, et à développer une dynamique de réseau et de communication sociale.

L'action communautaire participe à une politique d'action contre les mécanismes de marginalisation et d'exclusion sociale du public visé à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 9. L'action communautaire se fonde sur :

— l'analyse des demandes d'aide individuelle et collective ainsi que des diverses problématiques soulevées par celles-ci;

— l'analyse du contexte sociologique, des logiques d'action et des dynamiques de complémentarité des différents intervenants politiques, institutionnels, administratifs et associatifs du territoire géographique d'action couvert par le service;

— le constat des difficultés rencontrées généralement par les demandeurs dans l'accessibilité, l'utilisation et le fonctionnement des services sociaux, administratifs ou autres infrastructures existants.

Art. 10. Conformément aux objectifs de l'action communautaire, précisés à l'article 9, le service initie ou développe des actions concrètes, favorise ou relaie le cas échéant l'expression des jeunes auprès des instances politiques, sociales, administratives ou associatives, et informe ou interpelle, si nécessaire, ces mêmes instances sur toute matière relevant de son activité de prévention telle que définie aux chapitres II, III et IV du Titre I du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — L'action collective

Art. 11. L'action collective vise à induire, à élaborer et à apporter avec les jeunes et en interaction avec leur environnement social, des réponses collectives à des problématiques globales ou individuelles.

Art. 12. L'action collective ou de groupe est une modalité d'intervention centrée sur la pédagogie du projet qui a pour objectif principal de restaurer ou de développer une dynamique de solidarité sociale et de prise de responsabilité entre les jeunes et leur environnement.

L'action collective offre aux jeunes en difficulté les capacités de conception et les moyens de réalisation de projets permettant socialisation et valorisation de soi et susceptibles à terme d'être gérés de manière autonome par les jeunes.

Art. 13. Les activités développées dans le cadre de l'action collective ont un caractère transitoire pour le jeune.

L'action collective constitue un support à l'action socio-éducative qui vise à la réappropriation de l'action par l'acteur.

Elle vise à aider les jeunes à rejoindre les structures existantes ou à impulser, le cas échéant, la création de celle-ci.

De même, l'action collective doit présenter un caractère ponctuel si elle relève de la compétence d'un autre département ministériel que celui de l'Aide à la Jeunesse, dont elle peut solliciter reconnaissance et financement.

Art. 14. Afin de favoriser une réflexion coordonnée en matière de prévention générale au niveau local, le service informe le Conseil de l'aide à la Jeunesse de son arrondissement des modalités et objectifs de l'aide préventive qu'il développe, principalement de ses volets communautaire et collectif.

TITRE II. — L'agrément

CHAPITRE Ier. — Conditions d'agrément

Section 1re. — Les conditions générales

Art. 15. Tout service qui désire être agréé dans le cadre du présent arrêté doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° faire couvrir par des polices d'assurance :

a) sa responsabilité civile, celle de son personnel et celle de ses biens;

b) la responsabilité civile des jeunes pris en charge;

c) le dommage corporel cause aux jeunes pris en charge, dans le cadre des activités organisées par le service;

2° accueillir les jeunes dans des lieux salubres et adaptés aux objectifs éducatifs; les mesures nécessaires doivent être prises en vue de prévenir et combattre l'incendie;

3° se soumettre à l'inspection des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre;

4° respecter les obligations légales visées au titre I, II, chapitre Ier et au titre XI du décret et aux articles 76 et 77 de la loi, relatives notamment au code de déontologie, aux convictions religieuses et philosophiques, à l'utilisation de la langue et au droit au secret.

Section 2. — Les conditions relatives au projet pédagogique

Art. 16. § 1er. Le projet pédagogique définit les objectifs pédagogiques poursuivis et les moyens mis en oeuvre pour atteindre ceux-ci.

§ 2. Le projet pédagogique est périodiquement évalué, au minimum une fois par an, et, le cas échéant, réactualisé en concertation avec l'équipe éducative.

Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux pratiques éducatives du service; toute modification importante de son objet principal doit être approuvée par le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'agrément.

Si cette modification est appliquée à défaut d'approbation, l'octroi des subventions peut-être suspendu.

§ 3. Un exemplaire du projet pédagogique est remis à tous les membres du service. Un document présentant en résumé le projet pédagogique est mis à la disposition de tout particulier, service ou institution chargés de l'aide sociale générale ou spécialisée, institution communautaire ou instance judiciaire de l'arrondissement concerné, et de tout membre du Conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse, qui en ferait la demande.

§ 4. Le projet pédagogique s'élabore conformément à la grille normalisée définie par le Ministre, en tenant compte des obligations suivantes :

1° mentionner les heures normales d'activité, en ce compris les lieux et heures de permanence; celles-ci sont clairement affichées dans un local public du service fréquenté par les jeunes;

le service doit pouvoir être accessible en dehors des heures de fréquentation scolaire; dans un souci de rencontrer les jeunes sur leur terrain, le service peut organiser des permanences ailleurs qu'à l'endroit de son siège;

2° la responsabilité d'initiative peut être déléguée à un membre de l'équipe éducative, pour prendre, en cas d'urgence, les mesures qui s'imposent aux demandes d'aide du jeune ou de sa famille, ou aux signalements adressés par le conseiller, le directeur et les instances judiciaires;

3° exposer les motivations de l'action communautaire, conformément à l'article 8 du présent arrêté;

4° contenir les éléments permettant à l'inspection pédagogique visée notamment à l'article 15, 3° et à la Commission d'agrément d'apprécier l'action collective proposée, eu égard aux limites fixées par l'article 13 du présent arrêté;

5° informer des débats que le demandeur a éventuellement eu avec le Conseil de l'aide à la jeunesse de son arrondissement, conformément à l'article 14 du présent arrêté;

6° faire état des qualifications particulières requises pour les membres du personnel; justifier l'encadrement nécessaire en fonction du projet pédagogique;

7° signaler à l'administration toute démarche en vue d'obtenir la reconnaissance ou le financement auprès d'un autre département ministériel, notamment dans le cadre des activités développées en application de l'article 2, § 2, et communiquer les résultats de la démarche;

8° indiquer les modalités selon lesquelles le service assure la supervision pédagogique du personnel et l'évaluation de son action;

une supervision pédagogique doit au moins être assurée au cours de la première année d'activité du service et encouragée par la suite;

les réunions d'équipe garantissent un travail interdisciplinaire liant les aspects individuel, collectif et communautaire de la mission du service;

9° renseigner les dispositions prévues pour que, en cas de situation de crise, le service puisse être rapidement appelé et mis en activité, éventuellement dans le cadre d'un réseau de collaboration inter-services.

Section 3. — Les conditions relatives au personnel

Art. 17. § 1er. Les membres du personnel du service agréé ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux ou dépendances affectés aux activités du service agréé doivent être de bonne vie et mœurs.

§ 2. Les personnes visées au § 1er doivent être reconnues, par un médecin, aptes à travailler ou à fréquenter le service.

Sans préjudice des dispositions de la législation sociale relatives à la médecine du travail qui leur sont applicables, ces personnes sont tenues de se soumettre annuellement à un examen médical.

§ 3. Lors du recrutement des membres du personnel, l'employeur doit tenir compte des qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à leurs prestations, et de leur aptitude à adopter des attitudes pédagogiques adéquates et à participer à l'éducation des jeunes.

Section 4. — Les conditions relatives à la tenue des documents administratifs

Sous-section 1. — Le dossier de l'aide individuelle

Art. 18. § 1er. Le service agréé doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs de l'aide individuelle apportée. Si l'aide telle que définie à l'article 4, § 2 du présent arrêté est entreprise, un dossier est ouvert par jeune dont l'anonymat est garanti.

Ce dossier est tenu, au siège du service, à la disposition de l'inspecteur pédagogique.

§ 2. Les renseignements d'ordre administratif et médico-psychologique et tout document permettant l'identification du bénéficiaire ne peuvent être communiqués. Le caractère confidentiel de ces informations doit être impérativement préservé, sauf demande contraire du jeune ou obligation à porter assistance à personne en danger.

Sous-section 2. — Le dossier de l'action communautaire et des actions collectives

Art. 19. Le service agréé doit tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs des actions collectives et de l'action communautaire. Ce dossier comporte également l'identité des partenaires associés à ces actions.

Ce dossier est tenu, au siège du service, à la disposition de l'inspection pédagogique et constitue pour celle-ci et l'équipe éducative un outil d'évaluation continue du déroulement de l'action communautaire et des actions collectives, eu égard aux objectifs généraux poursuivis.

Sous-section 3. — Le rapport d'activités éducatives

Art. 20. § 1er. Annuellement, avant la fin du mois de mars, le service adresse à l'administration, suivant les modalités définies par le Ministre, un rapport d'activités éducatives couvrant l'année civile précédente.

§ 2. Ce rapport justifie notamment l'encadrement mis en oeuvre pour la réalisation du projet pédagogique, ainsi que la manière dont les qualifications du personnel y ont contribué.

Il comporte également l'évaluation et, si nécessaire, l'actualisation de tous les éléments dont il doit être tenu compte pour l'élaboration du projet pédagogique.

Section 5. — Les conditions relatives à la tenue des documents comptables

Art. 21. § 1er. Le service doit tenir une comptabilité régulière suivant le plan comptable minimum normalisé.

Cette disposition n'est pas applicable si un Centre public d'aide sociale est le pouvoir organisateur, dans ce cas, l'article 2, § 3, est applicable.

§ 2. Annuellement, avant la fin du mois de mars, il adresse à l'administration et suivant les modalités définies par le Ministre un exemplaire des comptes annuels de l'année écoulée ainsi qu'un projet de budget pour l'exercice en cours; il y est joint soit une copie du rapport du réviseur d'entreprise qui a certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert-comptable externe qui les a vérifiés.

En ce qui concerne les services organisés par un Centre public d'aide sociale, la précédente exigence est remplacée par une attestation des comptes délivrée par l'autorité compétente.

§ 3. Lorsque au terme d'un exercice, le déficit atteint ou dépasse les cinq pour cents des produits de l'année, ou si le déficit cumulé atteint ou dépasse dix pour cents des produits de l'année, le service avise l'administration de cette situation et lui communique les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre financier.

Art. 22. § 1er. Un exemplaire des comptes annuels et du rapport d'activités éducatives est tenu à la disposition des membres du service qui pourront le consulter sur simple demande.

§ 2. Le service à l'obligation de communiquer à l'administration, dans le mois, toute modification des données fournies lors de l'instruction de la demande d'agrément; il informe celle-ci eu moins une fois l'an de la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration de l'association sans but lucratif ou de l'organe de contrôle équivalent dont il dépend.

Il a en outre l'obligation de communiquer les renseignements demandés par l'administration.

Section 6. — Les conditions relatives aux premiers soins

Art. 23. Un membre du personnel doit être capable de dispenser les premiers soins destinés aux jeunes. Le service doit disposer du nécessaire pour ces premiers soins dans une armoire fermée, située dans un endroit si possible inaccessible aux jeunes.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Art. 24. Le service introduit sa demande d'agrément, sous pli recommandé, auprès de l'administration.

A cette demande sont joints :

1° le projet pédagogique que le service compte mettre en œuvre, dont question l'article 16 du présent arrêté;

2° un exemplaire des statuts ou de tout autre document probant attestant que la condition prévue à l'article 2, § 3, est bien remplie.

Art. 25. La procédure d'agrément est celle fixée par les articles 28, 29, 31, 32, 33, 34 et 35 de l'arrêté du 7 décembre 1987.

Il faut tenir compte, pour l'application de l'article 32 susvisé, des obligations fixées à l'article 17, §§ 1er et 2, du présent arrêté.

*TITRE III. — L'octroi de subventions**CHAPITRE 1er. — Dispositions générales*

Art. 26. § 1er. Un service peut être agréé en catégorie 1, 2 ou 3; les normes de référence relatives à chacune des ces catégories sont reprises en annexe 5.

§ 2. Tout nouveau service est obligatoirement agréé en catégorie 1 pour une durée minimum de 1 an.

Au terme de cette période, le service peut introduire une demande en vue de passer à une catégorie supérieure.

Pour accéder à une catégorie de service supérieure, le service doit introduire une demande motivée, justifiant de manière détaillée que celle-ci correspond à un besoin en fonction notamment des critères visés au § 3.

Cette demande est examinée prioritairement par la Commission d'agrément.

§ 3. Dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse élabore une grille qui fixe les critères objectivables de programmation. Conformément à l'article 46, § 3, alinéa 2 du décret, la Commission d'agrément utilise cette grille pour tout nouvel agrément ou passage à une catégorie supérieure.

§ 4. Suivant les nécessités du projet pédagogique et à titre exceptionnel, il peut être accordé au service, après avis de la Commission d'agrément, une ou plusieurs petites unités décentralisées ou "antennes", avec trois travailleurs sociaux au maximum. Cette faculté ne peut être utilisée que pour les services ayant dépassé la période de un an visée au § 2.

§ 6. Le nombre maximum de fonctions pouvant être accordées à un service est limité à dix au total, y inclus les emplois correspondant aux antennes.

Suivant les nécessités de programmation et à titre exceptionnel, il peut être dérogé à cette limite, après avis motivé de la Commission d'agrément.

Art. 27. Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée et les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration.

Les subventions qui doivent être restituées à l'administration peuvent être portées en déduction des subventions allouées.

Art. 28. Les subventions comprennent :

- a) la subvention pour frais de personnel;
- b) la subvention pour frais de fonctionnement;
- c) la subvention éventuelle pour frais particuliers.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Section 1re. — Subvention pour frais de personnel

Art. 29. § 1er. Une subvention annuelle provisionnelle est allouée au service. Cette subvention est calculée sur base annuelle, eu égard aux éléments suivants :

- 1° la catégorie de service, telle que visée à l'annexe 5;
- 2° le nombre d'emplois accordés au service;
- 3° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel, telles que fixées aux annexes 3 et 4;
- 4° les modalités de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le secteur de l'aide à la jeunesse, telles que fixées à l'annexe 2.

§ 2. La subvention provisionnelle est liquidée par douzièmes, mensuellement et à terme échu.

§ 3. La subvention provisionnelle est adaptée sur la base d'un coefficient fixé par le Ministre.

§ 4. Ensuite d'une demande lui adressée par le service, le Ministre peut procéder à l'adaptation de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel lorsque celle-ci est devenue insuffisante du fait de l'évolution de l'ancienneté ou de la qualification du personnel en place dans le service.

Art. 30. § 1er. Chaque année, il est procédé à la fixation de la subvention définitive, sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

§ 2. L'utilisation de la subvention provisionnelle visée à l'article 29 est justifiée conformément aux dispositions des annexes 1, 2, 3 et 4.

§ 3. La partie de la subvention provisionnelle dont l'utilisation n'est pas justifiée constitue un trop-perçu récupérable par l'administration.

Section 2. — Subventions Pour frais de fonctionnement

Art. 31. § 1er. La subvention pour frais de fonctionnement est une subvention annuelle provisionnelle et forfaitaire qui couvre les dépenses suivantes :

- dotation aux amortissements ou location de locaux et terrains;
- aménagements des locaux et terrains;
- entretien des locaux;
- dotation aux amortissements ou location des mobiliers, matériels, matériels roulants et équipement;
- entretien des mobiliers, matériels, matériels roulants, et équipements;
- eau, gaz, électricité, combustible de chauffage;
- frais de déplacement de service, frais de carburant et d'usage des véhicules;
- frais d'accueil, d'accompagnement et d'activité pour les jeunes, autres frais de mission, frais d'assistance juridique;
- frais de correspondance, de communications et de publicité;
- fournitures de bureau et équipement;
- assurances (incendie, vol, responsabilité civile, véhicules) et frais de centrale d'alarme;
- taxes;
- frais dûment facturés de prestations de personnes ou de sociétés pour des tâches de secrétariat social ou de tenue de la comptabilité;
- frais de certification des comptes annuels par un réviseur d'entreprises agréé ou frais de vérification des comptes annuels par un expert-comptable agréé, conformément aux dispositions de l'article 21, § 2; ces frais doivent être dûment facturés;
- frais pour la formation de spécialisation du personnel, en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, et frais de participation à des colloques, conférences, séminaires et congrès;
- frais de supervision pédagogique;
- frais bancaires et chargés d'emprunts nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de l'application des dispositions du présent arrêté;
- frais de déménagement du service.

§ 2. La subvention provisionnelle est liquidée par douzièmes, mensuellement et à terme échu.

§ 3. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement est fixée aux montants annuels suivants, en fonction du nombre d'emplois à horaire complet admis par l'agrément :

631.767 FB indexables pour trois emplois (catégorie 1) 677.719 FB indexables pour quatre emplois (catégorie 2) 861.493 FB indexables pour cinq emplois (catégorie 3).

Un montant de 129.224 FB indexables est alloué pour chaque emploi supplémentaire au-delà de cinq, admis par l'agrément.

Un montant de 303.107 FB indexables peut être alloué par petite unité décentralisée du service, appelée "antenne", agréée préalablement par le Ministre; un montant supérieur ne peut être alloué qu'après avis de la Commission d'agrément.

Section 3. — Subventions pour frais particuliers

Art. 32. § 1er. Après avis favorable de la Commission d'agrément et sur base d'une convention annuelle, le Ministre peut accorder une subvention annuelle provisionnelle pour frais particuliers liés à l'exécution du volet "action communautaire" ou du volet "action collective" du projet pédagogique. Le Ministre détermine préalablement quelles dépenses peuvent être couvertes par la subvention; celle-ci ne peut dépasser 400.000 francs. Il détermine également les modalités de liquidation de la subvention.

§ 2. Un Comité d'accompagnement peut être installé par le Ministre en vue de suivre la bonne exécution de la convention visée au § 1er. Ce Comité peut être réuni à la demande du Ministre, de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse ou du service chaque fois que ces parties le jugeront nécessaire.

§ 3. A l'échéance de la convention visée au § 1er, il est procédé à la fixation de la subvention annuelle définitive sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

§ 4. La partie non utilisée ou non justifiée de la subvention annuelle provisionnelle pour frais particuliers constitue un trop-perçu récupérable par l'administration.

TITRE IV. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE Ier. — Disposition abrogatoire

Art. 33. Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles des subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la jeunesse.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 34. § 1er. Les conventions signées sur base de l'arrêté du 21 décembre 1989 sont automatiquement prolongées jusqu'à la date d'agrément du service, à condition que celui-ci respecte les dispositions visées par les § 2 et 3 ci-dessous.

§ 2. Les services visés au § 1er doivent, dans un délai de deux mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, introduire une demande d'agrément, conformément aux dispositions de l'article 24.

La Commission d'agrément examine cette demande, dans un délai de six mois à dater de l'accusé de réception de la demande.

Dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Commission d'agrément, le Ministre informe le service de la suite réservée à sa demande d'agrément.

§ 3. Si toutes les conditions d'agrément ne sont pas remplies, le service dispose d'un délai de six mois pour se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Au terme de ce délai, la Commission d'agrément réexamine la demande et remet son avis dans un délai de trois mois à dater de la fin du délai de six mois visé à l'alinéa précédent.

Dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Commission d'agrément, le Ministre notifie sa décision au service.

Si la décision d'agrément est négative, la convention visée au § 1er est automatiquement abrogée au dernier jour du mois dans lequel la décision du Ministre est notifiée.

§ 4. A partir de la date d'agrément, lorsque le cadre de personnel de référence fixé dans les conventions citées au § 1er du présent article est supérieur au cadre fixé par les dispositions du présent arrêté ou ne correspond pas à la nature des fonctions prévues par celui-ci, ce cadre de personnel conventionné est maintenu tel quel.

En cas d'application de l'alinéa 1er, si le cadre conventionné est supérieur à cinq fonctions à temps plein, le service doit, dans un délai de deux ans, s'organiser de manière telle qu'un maximum de cinq fonctions à temps plein soient affectées au service et que les fonctions excédentaires soient affectées à des antennes telles que visées à l'article 26, § 4, avec un maximum de deux fonctions à temps plein par antenne.

Au cas où le service ne se conformerait pas à la disposition visée à l'alinéa 2, son cadre serait automatiquement ramené à cinq fonctions à temps plein, à l'expiration du délai de deux ans.

§ 5. L'agrément du service n'entraîne pas l'adaptation automatique de la subvention provisionnelle pour frais de personnel en fonction de l'évolution de l'ancienneté et de la qualification du personnel occupé.

§ 6. Lorsque l'effectif de personnel fixé dans les conventions citées au § 1er pour le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, est inférieur au nombre d'emplois fixés à l'annexe du présent arrêté par les services de catégorie 1, il est procédé à l'augmentation de l'effectif sur base des modalités suivantes :

a) en 1995, le nombre d'emplois pris en considération pour le calcul de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel est fixé à un minimum d'au moins 2,5 emplois à temps plein dans tous les services;

b) en 1996, le nombre d'emplois pris en considération pour le calcul de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel est fixé à un minimum d'au moins 3 emplois à temps plein dans tous les services;

c) les emplois supplémentaires accordés en 1995 et 1996 sont accordés selon des modalités compatibles avec les possibilités budgétaires.

Art. 35. Par dérogation à l'article 34, pour les services dont l'activité est axée sur l'accueil 24 heures sur 24 ou l'hébergement de aise, les conventions signées sur base de l'arrêté du 21 décembre 1989 sont automatiquement prolongées jusqu'à ce qu'une réglementation spécifique à ce type d'activités soit adoptée.

Cette réglementation doit être prise dans un délai de 2 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 36. Pour l'application des articles 29 et 30, sont considérés comme possédant la qualification exigée par l'annexe 3 les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerçaient effectivement la fonction pour laquelle la qualification est exigée, en conformité avec les dispositions réglementaires antérieures.

Art. 37. Les subventions provisionnelles pour frais de fonctionnement allouées à titre transitoire aux services subventionnés sont fixées respectivement aux montants indexables annuels de 373 320 francs pour un emploi et de 502 544 francs pour deux emplois.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 38. Pour les montants indexables qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

Art. 39. Pour les montants qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

Art. 40. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 41. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Annexe 1

Normes prises en considération pour la fixation de la subvention définitive pour frais de personnel visée à l'article 30

I. Les éléments suivants sont pris en considération pour la fixation de la subvention définitive :

1° le paiement de rémunérations calculées suivant les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération reprises aux annexes 3 et 4, ainsi que les charges patronales légales et les avantages complémentaires accordés en vertu des conventions collectives de travail sectorielles;

2° l'ancienneté pécuniaire, calculée selon les modalités fixées à l'annexe 2, 6° : sont admissibles tous les services prestés effectivement, ainsi que ceux assimilables à des services effectifs en vertu de la législation sociale;

3° seuls les services prestés à partir de l'âge fixé pour chaque fonction dans l'annexe 4; pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que celles de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de septante-cinq centièmes pour déterminer l'ancienneté pécuniaire, sans préjudice des dispositions visées à l'annexe 2, 4°;

II. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

1° l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations, l'horaire hebdomadaire presté;

2° l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

3° tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

III. Certaines dépenses en frais de personnel ne sont pas prises en considération :

1° les rémunérations payées à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée dans l'annexe 3;

2° la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les personnes morales de droit public pour un horaire complet à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté; à titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existant avant le 1er août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale.

3° en cas de cessation d'activité du service, les charges de préavis sont subsidiées uniquement lorsqu'elles correspondent à des prestations effectives;

IV. 1° lorsque le service alloue des avantages complémentaires à ceux prévus par des conventions collectives de travail sectorielles, il doit justifier de fonds propres d'un montant équivalent.

2° elle peut être justifiée par un paiement d'une allocation annuelle spéciale indexable de 20 000 francs par an, octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième.

V. 1° sont également pris en considération les frais de vérification ou de certification des comptes annuels, dans les limites fixées à l'article 31, § 1er;

2° les frais de prestations de personnes ou de sociétés pour des tâches de secrétariat social ou de tenue de comptabilité, tels que visés à l'article 31, § 1er.

Annexe 2

Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire reconnue dans le secteur de l'aide à la jeunesse, prise en considération pour le calcul et l'adaptation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, tel que prévu à l'article 29, §§ 1er et 4

1° Les mois de prestations comptent pour l'ancienneté à partir de l'âge de prise de rang indiqué pour chaque fonction à l'annexe 4.

2° Les mois civils prestés incomplètement chez un ou plusieurs employeurs ne sont pas comptés dans l'ancienneté.

3° Prise en considération, pour les membres du personnel en place, des anciennetés calculées dans les limites suivantes :

a) prestations à temps plein ou partiel effectuées dans la fonction occupée dans le service subventionné ainsi que les prestations antérieures effectuées dans une fonction analogue :

1. dans un ou plusieurs services principalement agréés ou subventionnés par la Protection de la jeunesse, et l'Aide à la jeunesse; ainsi que dans les services officiels de la Protection de la jeunesse et l'Aide à la jeunesse;

2. dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil de mineurs d'âge handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

3. les prestations d'éducateur et d'assistant social ou en psychologie sont notamment considérées comme analogues.

b) Les membres du personnel ayant presté dans les secteurs a), 1) et a), 2) précités avant le 1.1.1984 conservent, pour les prestations antérieures au 1.1.84, l'ancienneté acquise à la date de la sortie du secteur subventionné par la Protection de la jeunesse avant le 1.1.84 le cas échéant, ou l'ancienneté acquise à la date du 31.12.83 s'il n'y a pas d'interruption des prestations dans le secteur précité.

Cette ancienneté acquise était calculée sur les bases suivantes :

fonction	services admissibles pour le calcul de l'ancienneté
éducateur	toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant
entretien	toutes prestations antérieures d'ouvrier
infirmier	toutes prestations antérieures d'infirmier.
administrative	toutes prestations administratives antérieures
assistant social	toutes prestations d'assistant social antérieures
psychologue	toutes prestations antérieures de psychologue.
directeur	toutes les prestations antérieures citées ci-dessus et les prestations de directeur dans le secteur pédagogique, social, paramédical

4° Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, et à partir de l'âge de 24 ans; néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

a) aux titulaires d'une des licences universitaires mentionnées au point B 2° de l'annexe 3;

b) lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente, sans préjudice de son indexation, jusqu'à ce que la rémunération normalement applicable pour la fonction de direction dépasse la rémunération liée à la fonction précédente.

5° La totalité de l'ancienneté est maintenue à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, sauf la fonction de direction, ou de changement de fonction, tant que ce membre effectue des prestations au service d'un même pouvoir organisateur de service.

6° Il est procédé au calcul de l'ancienneté selon les modalités suivantes :

a) lorsque l'horaire hebdomadaire presté augmente par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire est adapté suivant la formule :

$$\text{période de prestations antérieures (en mois)} \times \frac{\text{horaire hebdomadaire période antérieure}}{\text{horaire hebdomadaire période actuelle}} = \text{mois}$$

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté diminue par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne doit pas être adapté;

c) lorsque l'horaire hebdomadaire presté complet ou partiel est équivalent à celui d'une période antérieure, il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois de prestation;

d) au résultat d'un calcul d'ancienneté sur la base des points a), b) et c) ci-dessus, les décimales du nombre de mois sont arrondies à l'unité supérieure.

Annexe 3

Conditions de qualification justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 29

A. Personnel éducateur

1° Chef-éducateur :

Un diplôme ou certificat d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social (à l'exception de celui de bibliothécaire-documentaliste), au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

2° Educateur classe 1 :

— mêmes conditions de qualification que chef-éducateur;

— est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 2a ou 2b qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

3° Educateur classe 2 :

les éducateurs de classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2a et qui étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2a.

4° Educateur classe 2a :

— un diplôme ou certificat d'étude de l'enseignement secondaire supérieur à orientation sociale, éducative ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale;

— un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;

— brevet de puéricultrice, pour autant que le membre du personnel détenteur de ce brevet s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

5° Educateur classe 2b :

— un diplôme ou certificat d'étude de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé;

— est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

6° Educateur classe 3 :

— le certificat d'enseignement secondaire inférieur;

— est assimilée à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974, de même que le personnel éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur.

B. Personnel psycho-médico-social

1° Assistant ou auxiliaire social, assistant en psychologie;

2° Licencié en psychologie, en sciences psychologiques et pédagogiques, en sciences psycho-pédagogiques, en sciences de l'éducation, en sciences psychologiques ou en psycho-pédagogie;

Licencié en droit, criminologie, sciences humaines ou sociologie;

Licencié dans la spécialité fixée par le Ministre, uniquement dans le cas des services agréés en catégorie 3.

C. Personnel administratif

1° Commis :

— certificat de l'enseignement secondaire inférieur;

— est assimilé à cette qualification à partir du 1er janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1er juillet 1973.

2° Rédacteur :

— certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé;

C. Personnel d'entretien

Aucune condition de qualification

D. Personnel de direction

Directeur ou coordinateur : un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique ou social (à l'exception de bibliothécaire-documentaliste) au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, ainsi que trois ans de fonctions éducatives.

Annexe 4

Echelles barémiques de rémunération justifiant l'octroi de la subvention provisionnelle visée à l'article 29

A. Personnel éducateur

1° Chef éducateur (21 ans) : 676.835 - 1.015.220

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Educateur classe 1 (20 ans) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

3° Educateur classe 2 (20 ans) : 541.487 - 683.961

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

7/2 x 14.246

4° Educateur classe 2A (20 ans) : 541.487 - 749.855

3/1 x 8.905

4/2 x 10.688

8/2 x 14.246

1/2 x 24.933

5° Educateur classe 2B (20 ans) : 520.115 - 733.819

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

12/2 x 14.246

6° Educateur classe 3 (18 ans) : 504.990 - 683.963

3/1 x 5.595

2/2 x 7.775

1/2 x 10.054

2/2 x 11.424

8/2 x 14.217

B. Personnel psycho-médico-social

1° Assistant ou auxiliaire social ou assistant en psychologie (23 ans) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

2° Licencié tel que prévu à l'annexe 3, B, 2° (24 ans) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

C. Personnel administratif

1° Commis (18 ans) : 504.990 - 658.078

3/1 x 5.595

5/2 x 7.775

6/2 x 10.665

2/2 x 16.749

2° Rédacteur (20 ans) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.993

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

D. Personnel d'entretien

492.791 - 582.992

3/1 x 6.479

2/2 x 4.577

10/2 x 6.161

E. Personnel de direction

Directeur, coordinateur (24 ans) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

F. Rémunération annuelle minimum garantie (à partir de 21 ans) : 498.380 F

Annexe 5

Normes de référence prises en considération pour le calcul de la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée à l'article 29

Service de catégorie 1 :

3 fonctions à temps plein au total, soit :

1 coordonnateur

2 travailleurs sociaux (1)

Service de catégorie 2 :
 4 fonctions à temps plein au total, soit :
 1 coordonnateur
 3 travailleurs sociaux (1)
 Service de catégorie 3 :
 5 fonctions à temps plein au total, soit :
 1 coordonnateur
 3 travailleurs sociaux (1)
 1 licencié

(1) Travailleur social : éducateur ou assistant social ou assistant en psychologie

Bruxelles, le 24 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
 M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 3072

[Mac - 29594]

24 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de diensten voor hulpverlening in open milieu ("Aide en milieu ouvert" - A.M.O.) en de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van 7 december 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van 12 november 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de werking van de Erkenningscommissie opgericht bij het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van 20 juli 1992 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de datum van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, die verband houden met de Erkenningscommissie;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de na de beraadslaging van 24 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen beslissing,

Besluit :

TITEL I. — Definitie en toepassingsgebied

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- "wet" : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994;
- "decreet" : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- "besluit van 7 december 1987" : het besluit van 7 december 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;
- "besluit van 21 december 1989" : het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken;
- "Minister" : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;
- "Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- "adviseur" : de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd;
- "directeur" : de directeur van de hulpverlening aan de jeugd;

- "rechterlijke instanties": de magistraten van de jeugd en de leden van het Parket of het Hoofdparket die bevoegd zijn inzake jeugdangelegenheden;
- "jongere": de persoon tussen 0 en 18 jaar of deze onder de 20 jaar voor wie de hulpverlening aangevraagd wordt vóór de leeftijd van 18 jaar;
- "preventieve hulpverlening": de hulpverlening in het kader van dit besluit, ingesteld door de dienst voor hulpverlening in open milieu; zij omvat de individuele hulpverlening, de gemeenschaps- en de collectieve actie zoals bepaald in de hoofdstukken II, III en IV van deze titel;
- "dienst": de dienst voor hulpverlening in open milieu;
- "bestuur": het bestuur van de Franse Gemeenschap die de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor hulpverlening in open milieu ten laste heeft;
- "erkenningcommissie": de erkenningcommissie voorzien bij artikel 46 van het decreet.

Art. 2. § 1. De dienst voor hulpverlening in open milieu heeft als opdracht de preventieve hulpverlening aan jongeren in hun leefmilieu en in hun betrekkingen met de sociale omgeving. De preventieve hulp omvat noodzakelijkerwijs de individuele hulp en de gemeenschapsactiviteit, eventueel de collectieve actie. Deze drie dimensies, zoals beschreven in de hoofdstukken II, III en IV van deze titel, worden geïntegreerd en zijn gestaafd door eenzelfde doelstelling: de preventie.

§ 2. In aansluiting op zijn hoofdupdracht bepaald in § 1, kan de dienst voor hulpverlening in open milieu gelijk welke activiteit inzake preventie uitoefenen die ertoe bijdraagt zijn hoofddoel te verwezenlijken.

§ 3. De dienst voor hulpverlening in open milieu is ofwel opgericht als vereniging zonder winstoogmerk met als exclusieve doelstelling de organisatie van de dienst, ofwel opgericht en georganiseerd door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. In geval de dienst door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is opgericht, moet een bijzonder comité van de dienst voor hulpverlening in open milieu worden voorzien voor het beheer ervan, zoals bepaald bij artikel 27 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en moet men de boekhouding voeren in het kader van een specifieke begrotingsfunctie.

Art. 3. De dienst komt iedere persoon bedoeld bij artikel 2, lid 1, 1° en 2° van het decreet ter hulp.

HOOFDSTUK II. — *De individuele hulpverlening*

Art. 4. § 1. De individuele hulpverlening is een sociale en opvoedende hulpverlening.

Zij beoogt de persoonlijke ontplooiing van de jongere in zijn sociale en familiale milieu om de breuk met deze omgeving of elke verergering van de breuktoestand met deze omgeving te voorkomen.

§ 2. Onder sociale en educatieve hulpverlening wordt voerl verstaan:

- een luister-, begeleidings-, oriëntatietoek en een sociaal-pedagogische tussenkomst om de jongere te helpen zijn moeilijkheden op familiaal, sociaal, school-, administratief, gerechtelijk, beroeps- en economisch vlak te boven te komen, om hem bij te staan in het uitwerken en het uitvoeren van persoonlijke plannen in diezelfde domeinen en hem voor te bereiden om zich autonoom als verantwoordelijke burger te gedragen;

- een taak van bemiddeling tussen de jongere en zijn familie en een bijstand aan deze familie in het nemen van haar verantwoordelijkheden als ouders.

§ 3. De sociale en educatieve hulpverlening sluit elke tenlasteneming van psycho-therapeutische aard uit.

§ 4. De kosteloosheid van de dienst is verzekerd in het kader van de opdrachten voor individuele hulpverlening.

Art. 5. § 1. De bezorgde individuele hulpverlening mag enkel en alleen aangevraagd worden bij de dienst door de jongere, zijn familie of een naastbestaande van de jongere of van de familie. De dienst komt zonder dwanguitoefening tussenbeide.

§ 2. De adviseur, de directeur en de gerechtelijke instanties zenden de aanvraag van de jongere, van zijn familie of van zijn huisvrienden door naar de dienst voor hulpverlening in open milieu, overeenkomstig, wat de adviseur betreft, artikel 36, § 2, 1° van het decreet.

§ 3. Op de aanvraag van de adviseur, de directeur of de gerechtelijke instanties en wanneer een aanvraag om individuele hulpverlening werd gemeld of doorgezonden, laat de dienst, overeenkomstig § 2, via een eenvoudige mededeling weten of een actie voor hulpverlening ingezet, doorgezet of afgehandeld is. De jongere wordt ervan op de hoogte gebracht.

In geen geval is het de dienst toegelaten aan de adviseur, de directeur of de gerechtelijke instanties een inhoudelijk verslag door te zenden over de toestand van de gerechtigde op de hulpverlening of een verslag over de methode betreffende de modaliteiten van de tussenkomst.

Art. 6. Na onderzoek en behandeling van de aanvraag tot individuele hulpverlening oriënteert de dienst betrokkene prioritair naar de openbare of private diensten voor de algemene of gespecialiseerde hulpverlening, indien het blijkt dat deze bevoegd zijn om de gevraagde hulp te bezorgen.

In dat geval begeleidt de dienst de betrokkene in zijn aanvraag en komt hem zo nodig ter hulp om alle middelen tot interpellatie en uitoefening van zijn rechten aan te wenden.

Art. 7. Voorafgaand aan elke individuele hulpverlening, bezorgt de dienst aan de gerechtigde inlichtingen, inzonderheid over zijn recht er op elk ogenblik een einde aan te maken, en over het kader van de tussenkomst zoals bepaald bij de artikelen 4, 5 en 6 van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *De gemeenschapsactie*

Art. 8. Bekommerd om het welzijn van betrokkene jongeren, heeft de gemeenschapsactie tot doel via een uitwerking op de sociale omgeving, een globaal antwoord te geven op individuele problemen en een dynamiek inzake verbinding en sociale communicatie te ontwikkelen.

De gemeenschapsactie helpt mede aan een actiebeleid tegen de mechanismen van het marginaliseren en sociale uitsluiting van het publiek bedoeld bij artikel 3 van dit besluit.

Art. 9. De gemeenschapsactie steunt op :

- de ontleding van de aanvragen tot individuele en collectieve hulpverlening alsook van de verschillende vragen opgeworpen door deze aanvragen;
- de ontleding van de sociologische context, de logische beslissingen en de dynamiek inzake complementariteit van de verschillende politieke, institutionele, administratieve en associatieve tussenkomsten van het geografisch actiegebied gedekt door de dienst;
- het opzoeken van de moeilijkheden waarmee de aanvragers gewoonlijk geconfronteerd worden inzake toegankelijkheid, gebruik en werking van de sociale, administratieve diensten of andere bestaande infrastructures.

Art. 10. Overeenkomstig de doeleinden van de gemeenschapsactie, nader bepaald in artikel 9, ligt de dienst aan de basis van concrete acties of breidt die uit, geeft voorrang aan of maakt, zo nodig, de verwachtingen van de jongeren bekend bij de politieke, sociale, administratieve of associatieve instanties en informeert of interpelleert zo nodig diezelfde instanties over elke materie die tot zijn activiteiten inzake preventie behoort, zoals bepaald in de hoofdstukken II, III en IV van titel I van dit besluit.

HOOFDSTUK IV. — De collectieve actie

Art. 11. De collectieve actie heeft tot doel gezamenlijke antwoorden op globale of individuele vragen in te leiden, uit te werken en te geven samen met de jongeren en in wisselwerking met hun sociale omgeving.

Art. 12. De collectieve actie of de actie in groepsverband is een manier van tussen te komen gericht op de pedagogie van het project om vooral een dynamiek inzake sociale solidariteit en het nemen van verantwoordelijkheid te herstellen of te ontwikkelen tussen de jongeren en hun omgeving.

De collectieve actie biedt aan de jongeren in moeilijkheden de mogelijkheden om projecten en middelen om die te verwezenlijken uit te denken, waardoor zij zich in de maatschappij kunnen integreren en hun eigen veranderen en die op termijn door de jongeren autonoom kunnen gevoerd worden.

Art. 13. De activiteiten in het kader van de collectieve actie zijn van voorbijgaande aard voor de jongere.

De collectieve actie dient als steun voor de sociaal-educatieve actie die tot doel heeft het initiatief van de actie opnieuw in de handen van de acteur te geven.

Zij heeft als doel de jongere te helpen opnieuw zijn plaats in te nemen in de bestaande structuren of desgevallend de oprichting ervan aan te moedigen.

De collectieve actie moet eveneens punctueel gevoerd worden indien zij behoort tot de bevoegdheid van een ander ministerieel departement dan dat van de Hulpverlening aan de Jeugd, waaraan zij erkenning en financiering mag vragen.

Art. 14. Om een gecoördineerde beleidsvoorbereidende actie inzake algemene preventie op lokaal vlak aan te moedigen, brengt de dienst de Raad voor hulpverlening aan de jeugd van zijn arrondissement op de hoogte van de modaliteiten en doelstellingen van de preventieve hulp die hij nastreeft, in het bijzonder over de communautaire en collectieve luiken.

TITEL II. — De erkenning

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de erkenning

Sectie 1. — De algemene voorwaarden

Art. 15. Elke dienst die erkend wenst te worden in het kader van dit besluit moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de dekking door de verzekeringspolissen laten verzorgen van :

a) zijn burgerlijke verantwoordelijkheid, deze van zijn personeel en deze van zijn goederen;

b) de burgerlijke verantwoordelijkheid van de ten laste genomen jongeren;

c) de lijfschade die de ten laste genomen jongeren oplopen in het kader van de activiteiten ingericht door de dienst;

2° de jongeren onthalen in gesaneerde lokalen die aangepast zijn aan de educatieve doeleinden; de nodige schikkingen moeten getroffen worden om brandgevaar te voorkomen en te bestrijden;

3° zich onderwerpen aan de inspectie van de ambtenaren die te dien einde door de Minister worden aangesteld;

4° de wettelijke verplichtingen naleven bedoeld in titel I, hoofdstuk I en in titel XI van het decreet van en in de artikelen 76 en 77 van de wet betreffende onder andere de code van plichtenleer, de godsdienstige en filosofische overtuigingen, het taalgebruik en het recht op het geheim.

Sectie 2. — De voorwaarden betreffende het pedagogisch project

Art. 16. § 1. Het pedagogisch project bepaalt de beoogde pedagogische doelstellingen en de aangewende middelen om die te bereiken.

§ 2. Er wordt periodiek een evaluatie gemaakt van het pedagogisch project, ten minste eenmaal per jaar en wordt het desgevallend gereactualiseerd in samenspraak met de educatieve ploeg aan de nieuwe behoeften aangepast.

Het moet bijgewerkt worden indien het niet meer overeenstemt met de educatieve toepassingen van de dienst; elke belangrijke wijziging aan zijn hoofddoel moet goedgekeurd worden door de Minister, na gunstig advies van de Erkeningscommissie.

Indien deze wijziging zonder goedkeuring wordt toegepast, kan de toekenning van toelagen worden opgeschort.

§ 3. Een exemplaar van het pedagogisch project wordt aan alle leden van de dienst bezorgd. Een samenvattend document betreffende het pedagogisch project wordt ter beschikking gesteld van iedere privé-persoon, communautaire instelling of gerechtelijke instantie van het betrokken arrondissement en van ieder lid van de Arrondissementsraad voor de hulpverlening aan de jeugd, die erom zou verzoeken.

§ 4. Het pedagogisch project wordt opgesteld overeenkomstig het genormaliseerd schema, vastgelegd door de Minister, rekening houdend met de volgende verplichtingen:

1° de normale activiteitsuren vermelden, met inbegrip van de plaatsen en uren van de zittingen; deze worden zichtbaar uitgehangen in een openbaar lokaal van de dienst die door de jongeren wordt bezocht;

de dienst moet toegankelijk zijn buiten de uren van het schoolbezoek; bezorgd de jongeren op hun terrein te ontmoeten, kan de dienst zittingen houden ergens anders dan op de plaats van zijn zetel;

2° de verantwoordelijkheid inzake initiatief kan overgedragen worden aan een lid van de educatieve ploeg om in dringend geval de maatregelen te treffen vereist voor de aanvragen tot hulpverlening aan de jongere of zijn familie of voor de signaleringen die door de adviseur, de directeur en de gerechtelijke instanties worden opgezonden;

3° de motieven van de gemeenschapsactie uiteenzetten, overeenkomstig artikel 8 van dit besluit;

4° elementen inhouden die toelaten aan de pedagogische inspectie, bedoeld onder meer in artikel 15, 3°, en aan de Erkenningscommissie zich uit te spreken over de voorgestelde collectieve actie, rekening houdend met de perken vastgesteld door artikel 13 van dit besluit;

5° inlichten over de discussies die de aanvrager eventueel heeft gehad met de Raad voor hulpverlening aan de jeugd van zijn arrondissement, overeenkomstig artikel 14 van dit besluit;

6° staat maken van de bijzondere hoedanigheden voor de personeelsleden; de nodige begeleiding verantwoordend rekening houdend met het pedagogisch project;

7° kennis geven aan het bestuur van elke bemiddeling bij een ander ministerieel departement om erkend of gefinancierd te worden, inzonderheid in het kader van de ontplooiende activiteiten in toepassing van artikel 2, § 2, en de resultaten van de bemiddeling mededelen;

8° de modaliteiten aanduiden volgens welke de dienst de pedagogische supervisie van het personeel en de evaluatie van zijn actie uitvoert;

een pedagogische supervisie moet ten minste verzekerd zijn tijdens het eerste activiteitsjaar van de dienst en daarna aangemoedigd;

De vergaderingen in ploegverband waarborgen een interdisciplinair werk dat de aspecten van de opdracht van de dienst op individueel, collectief en communautair vlak onderling verbindt;

9° de voorziene bepalingen mededelen opdat in geval van crisistoestand de dienst vlug zou kunnen opgeroepen worden en aan het werk gesteld, eventueel in het kader van een samenwerkingsband interdiensten.

Sectie 3. — De voorwaarden betreffende het personeel

Art. 17. § 1. De personeelsleden van de erkende dienst alsook de personen die regelmatig zijn tewerkgesteld of die in de lokalen of in de aan de activiteiten van de erkende dienst toegewezen bijgebouwen verblijven, moeten van goed zedelijk gedrag zijn.

§ 2. De personen bedoeld in § 1 moeten door een geneesheer geschikt verklaard worden om te werken of om zich herhaaldelijk naar de dienst te begeven.

Onverminderd de bepalingen van de sociale wetgeving betreffende de arbeidsgeneeskunde die op hen van toepassing zijn, zijn die personen verplicht zich jaarlijks aan een medisch onderzoek te onderwerpen.

§ 3. Tijdens de aanwerving van de personeelsleden moet de werkgever rekening houden met de eigenschappen inzake contact en gevoelsevenwicht die nodig zijn voor hun prestaties en met hun geschiktheid om gepaste pedagogische houdingen aan te nemen en om mede te werken aan de opvoeding van de jongeren.

Sectie 4. — De voorwaarden voor het bijhouden van de administratieve documenten

Ondersectie 1. — Het dossier over de individuele hulpverlening

Art. 18. § 1. De erkende dienst moet een dossier bijhouden betreffende de modaliteiten en doelstellingen van de bezorgde individuele hulp. Indien beslist is hulp te bieden zoals bepaald bij artikel 4, § 2, van dit besluit, wordt een dossier geopend per jongere wiens anonimiteit gewaarborgd wordt.

Dit dossier wordt op de zetel van de dienst ter beschikking gehouden van de pedagogische inspecteur.

§ 2. De inlichtingen op administratief en medisch-psychologisch vlak en elk document waarmee men de rechthebbende zou kunnen identificeren mogen niet medegedeeld worden. Het vertrouwelijk karakter van deze informatie moet absoluut gevrijwaard worden, behoudens tegengestelde aanvraag van de jongere of de verplichting hulp te bieden aan een persoon in gevaar.

Ondersectie 2. — Het dossier van de gemeenschapsactie en de collectieve acties

Art. 19. De erkende dienst moet een dossier bijhouden betreffende de modaliteiten en doelstellingen van de collectieve hulp en de gemeenschapsactie. Dit dossier bevat eveneens de identiteit van de bij deze acties geassocieerde partners.

Dit dossier wordt op de zetel van de dienst ter beschikking gehouden van de pedagogische inspectie en is voor deze inspectie en de educatieve ploeg een middel voor voortdurende evaluatie van het verloop van de gemeenschapsactie en de collectieve acties, gelet op de beoogde algemene doelstellingen.

Ondersectie 3. — Het educatief activiteitenverslag

Art. 20. § 1. Jaarlijks stuurt de dienst vóór het einde van de maand maart een educatief activiteitenverslag dat het vorig kalenderjaar omvat aan het bestuur, volgens de door de Minister getroffen schikkingen.

§ 2. Dit verslag verantwoordt onder andere de begeleiding die werd ingeschakeld voor de verwezenlijking van het pedagogisch project, alsook de wijze waarop de kwaliteiten van het personeel ertoe hebben bijgedragen.

Het bevat eveneens de evaluatie en zo nodig het actualiseren van alle elementen waarmee rekening dient gehouden voor het ontwerpen van het pedagogisch project.

Sectie 5. — De voorwaarden voor het bijhouden van de rekenplichtige documenten

Art. 21. § 1. De dienst moet een regelmatige boekhouding houden volgens het minimaal genormaliseerd rekenplichtig plan. Deze bepaling is niet van toepassing indien een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn de inrichtende macht is; in dat geval is artikel 2, § 3, toepasselijk.

§ 2. Jaarlijks stuurt de dienst vóór het einde van de maand maart een exemplaar van de jaarrekeningen van het verlopen jaar alsook een ontwerp van begroting voor het lopende jaar aan het bestuur en volgens de door de Minister getroffen schikkingen; er wordt er ofwel een afschrift bijgevoegd van het verslag van bedrijfsrevisor die de jaarrekeningen juist heeft verklaard ofwel een getuigschrift van een accountant van buiten het bedrijf die ze heeft nagezien.

Wat betreft de diensten die ingericht zijn door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn, wordt de voorafgaande vereiste vervangen door een rekeningenattest afgegeven door de bevoegde overheid.

§ 3. Wanneer het tekort op het einde van het jaar vijf percent van de opbrengsten van het jaar bereikt of overschrijdt of indien het gecumuleerd tekort tien percent van de opbrengsten van het jaar bereikt of overschrijdt, dan brengt de dienst het bestuur op de hoogte van deze toestand en geeft hij het bestuur kennis van de middelen die hij plant in te zetten om het financieel evenwicht te herstellen.

Art. 22. § 1. Een exemplaar van de jaarrekeningen en van het educatief activiteitenverslag wordt ter beschikking van de leden van de dienst gehouden die het kunnen inkijken op eenvoudig verzoek.

§ 2. De dienst is verplicht elke wijziging van de gegevens die tijdens het onderzoek van de aanvraag tot erkenning werden bezorgd binnen de maand aan het bestuur mede te delen; hij brengt ten minste eenmaal per jaar het bestuur op de hoogte van de samenstelling van de algemene raad en de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk of van het gelijkwaardig controleorgaan waarvan hij afhangt.

Bovendien is hij verplicht de door het bestuur gevraagde inlichtingen mede te delen.

Afdeling 6. — De voorwaarden voor de eerstelijnszorg

Art. 23. Een personeelslid moet eerstelijnszorg aan jongeren kunnen verlenen. De dienst moet daartoe over het nodige beschikken in een kast op slot, die zich op een plaats bevindt die zo mogelijk aan de jongeren ontogankelijk is.

HOOFDSTUK II. — Procedure tot erkenning

Art. 24. De dienst dient een aanvraag tot erkenning, bij ter post aangetekende brief, in bij het bestuur. Deze aanvraag gaat gepaard met:

1° het pedagogisch project, waarvan sprake in artikel 16 van dit besluit, dat de dienst van plan is in toepassing te brengen;

2° een exemplaar van de statuten of elk ander bewijsdocument waaruit blijkt dat de in artikel 2, § 3, voorziene voorwaarde inderdaad is vervuld.

Art. 25. De procedure tot erkenning is deze die bepaald is bij de artikelen 28, 29, 31, 32, 33, 34 en 35 van het besluit van 7 december 1987.

Voor de toepassing van voornoemd artikel 32 moet rekening gehouden worden met de verplichtingen bepaald bij artikel 17, §§ 1 en 2, van dit besluit.

TITEL III. — De toekenning van toelagen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 26. § 1. Een dienst kan in categorie 1, 2 of 3 erkend worden; de verwijzingsnormen betreffende elke categorie worden in bijlage 5 vermeld.

§ 2. Elke nieuwe dienst is noodzakelijk erkend in categorie 1 voor ten minste een jaar.

Op het einde van die periode kan de dienst een aanvraag indienen om naar een hogere categorie over te gaan.

Om op te klimmen naar een hogere dienstcategorie moet de dienst een gemotiveerde aanvraag indienen, waarbij tot in detail wordt bewezen dat zij beantwoordt aan een behoefte onder meer volgens de in § 3 bedoelde criteria.

Deze aanvraag wordt prioritair door de erkenningscommissie onderzocht.

§ 3. Binnen de drie maanden van de inwerkingtreding van dit besluit, stelt de Gemeenschapsraad voor de hulpverlening aan de jeugd een schema op waarin de criteria die een objectieve beoordeling toelaten, inzake het te volgen programma, worden bepaald. Overeenkomstig artikel 46, § 3, lid 2, van het decreet past de Erkenningscommissie dit schema toe voor elke nieuwe erkenning of voor de overgang naar een hogere categorie.

§ 4. Volgens de behoeften van het pedagogisch project en bij uitzondering kan, na advies van de Erkenningscommissie, aan de dienst een of meer kleine gedecentraliseerde eenheden of "antennes" bestaande uit ten hoogste drie maatschappelijke werkers worden toegewezen. Van deze mogelijkheid mag slechts gebruik gemaakt worden voor de diensten die de in § 2 bedoelde periode van een jaar hebben overschreden.

§ 5. Het maximum aantal functies die aan een dienst mogen toegewezen worden is beperkt tot tien in totaal, met inbegrip van de betrekkingen die overeenstemmen met de antennes.

Volgens de behoeften van het programma en bij uitzondering kan worden afgeweken van deze beperking, na gemotiveerd advies van de Erkeningscommissie.

Art. 27. Elke verrichte uitgave moet kunnen verantwoord worden en de bewijsstukken van betaling moeten ter beschikking van het bestuur gehouden worden.

De toelagen die aan het bestuur moeten terugbetaald worden mogen in mindering van de toegekende toelagen gebracht worden.

Art. 28. De toelagen omvatten :

- a) de toelage voor personeelsuitgaven;
- b) de toelage voor werkingskosten;
- c) de eventuele toelage voor bijzondere kosten.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Sectie 1. — Toelage voor personeelsuitgaven

Art. 29. § 1. Een jaarlijkse provisionele toelage wordt aan de dienst toegekend. Deze toelage is op jaarlijkse basis berekend, gelet op de volgende elementen :

- 1° de dienstcategorie, zoals bedoeld in bijlage 5;
- 2° het aantal betrekkingen toegekend aan de dienst;
- 3° de voorwaarden voor de kwalificatie en de weddeschalen voor de bezoldiging van het personeel, zoals bepaald bij de bijlagen 3 en 4;
- 4° de modaliteiten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit verworven in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, zoals bepaald in bijlage 2.

§ 2. De provisionele toelage wordt per twaalfde, maandelijks en na verlopen termijn uitbetaald.

§ 3. De provisionele toelage is aangepast op basis van een coëfficiënt bepaald door de Minister.

§ 4. Ten gevolge van een aanvraag die hem door de dienst wordt gestuurd, kan de Minister overgaan tot de aanpassing van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven wanneer deze toelage ontoereikend is geworden door de evolutie van de anciënniteit of de kwalificatie van het in de dienst aangesteld personeel.

Art. 30. § 1. Elk jaar wordt de definitieve toelage vastgesteld, op basis van de bewijsstukken die door het bestuur worden vereist.

§ 2. De besteding van de provisionele toelage bedoeld bij artikel 29 wordt verantwoord overeenkomstig de bepalingen van de bijlagen 1, 2, 3 en 4.

§ 3. Het deel van de provisionele toelage waarvan de besteding niet verantwoord is, is een te veel geïnde bedrag dat door het bestuur kan ingevorderd worden.

Sectie 2. — Toelagen voor werkingskosten

Art. 31. § 1. De toelage voor werkingskosten is een jaarlijkse provisionele en forfaitaire toelage die de volgende uitgaven dekt :

- dotatie voor de afschrijvingen of huur van lokalen en terreinen;
- inrichting van lokalen en aanleg van terreinen;
- onderhoud van de lokalen;
- dotatie voor de afschrijvingen of huur van meubilair, materiaal, rollend materieel en uitrusting;
- onderhoud van meubilair, materiaal, rollend materieel en uitrustingen;
- water, gas, elektriciteit, fuel voor verwarming;
- reiskosten in dienstverband, kosten voor brandstof en voor gebruik van de wagens;
- kosten voor onthaal, begeleiding en activiteiten voor jongeren, andere kosten voor opdrachten, kosten voor gerechtelijke bijstand;
- kosten voor briefwisseling, communicatie en reclame;
- leveringen van bureaubenodigheden en uitrusting;
- verzekeringen (brand, diefstal, burgerlijke verantwoordelijkheid, wagens) en kosten voor alarmcentrale;
- taken;
- kosten behoorlijk gefactureerd voor prestaties van personen of maatschappijen voor taken van maatschappelijk secretariaat of het bijhouden van de comptabiliteit;
- kosten voor het juist verklaren van de jaarrekeningen door een erkende bedrijfsrevisor of kosten voor de verificatie van de jaarrekeningen door een erkend accountant, overeenkomstig de bepalingen van artikel 21, § 2; deze kosten moeten behoorlijk gefactureerd zijn;
- kosten voor de opleiding van het personeel dat gespecialiseerd moet worden, in verhouding met het beklede ambt en het niveau ervan, met uitsluiting van de algemene studies, en kosten voor de deelneming aan colloquia, conferenties, seminarissen en congressen;
- kosten voor pedagogische supervisie;
- bankkosten en leningslasten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, in het kader van de toepassing van de bepalingen van dit besluit;
- kosten voor de verhuizing van de dienst.

§ 2. De provisionele toelage wordt maandelijks en na verlopen termijn per twaalfde uitbetaald.

§ 3. De jaarlijkse provisionele toelage voor werkingskosten is vastgesteld op de volgende bedragen per jaar, volgens het aantal voltijdse betrekkingen toegelaten voor de erkenning :

- 631 767 F die geïndexeerd kunnen worden voor drie betrekkingen (categorie 1)
- 677 719 F die geïndexeerd kunnen worden voor vier betrekkingen (categorie 2)
- 861 493 F die geïndexeerd kunnen worden voor vijf betrekkingen (categorie 3)

Een bedrag van 129 224 F dat geïndexeerd kan worden, wordt toegekend voor een bijkomende betrekking boven de vijf, aanvaard door de erkenning.

Een bedrag van 303 107 F dat geïndexeerd kan worden, kan toegekend worden per kleine gedecentraliseerde eenheid van de dienst, "antenne" genoemd, voorafgaandelijk erkend door de Minister; een hoger bedrag mag slechts toegekend worden na advies van de Erkenningscommissie.

Sectie 3. — Toelagen voor bijzondere kosten

Art. 32. § 1. Na gunstig advies van de Erkenningscommissie en op basis van een jaarlijkse overeenkomst, kan de Minister een jaarlijkse provisionele toelage toekennen voor bijzondere kosten in verband met de uitvoering van het luik "gemeenschapsactie" of van het luik "collectieve actie" van het pedagogisch project. De Minister bepaalt voorafgaandelijk de uitgaven die kunnen gedekt worden door de toelage; deze mag de 400.000 F niet overschrijden. Hij bepaalt ook de modaliteiten voor de uitbetaling van de toelage.

§ 2. Een begeleidingscomité kan ingericht worden door de Minister belast met de opvolging van de goede uitvoering van de in § 1 bedoelde overeenkomst. Dit Comité kan samenkomen op het verzoek van de Minister, van het Bestuur voor de Hulpverlening aan de Jeugd of van de dienst, telkens dat deze partijen het nodig zullen achten.

§ 3. Bij het vervallen van de in § 1 bedoelde overeenkomst wordt de definitieve jaarlijkse toelage vastgesteld op basis van de bewijsstukken vereist door het bestuur.

§ 4. Het niet gebruikte of niet verantwoorde gedeelte van de jaarlijkse provisionele toelage voor bijzondere kosten is een te veel geïnde bedrag dat door het bestuur kan ingevorderd worden.

TITEL IV. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Opheffingsbepaling

Art. 33. Wordt opgeheven het besluit van 21 december 1989 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken.

HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen

Art. 34. § 1. De overeenkomsten getekend op basis van het besluit van 21 december 1989 worden automatisch verlengd tot op de datum van erkenning van de dienst op voorwaarde dat deze dienst de in §§ 2 en 3 hierna bedoelde bepalingen naleeft.

§ 2. De in § 1 bedoelde diensten moeten binnen een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, een aanvraag tot erkenning indienen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 24.

De Erkenningscommissie onderzoekt deze aanvraag binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf het bewijs van ontvangst van de aanvraag.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies van de Erkenningscommissie, brengt de Minister de dienst op de hoogte van het gevolg dat aan zijn aanvraag tot erkenning is gegeven.

§ 3. Indien alle voorwaarden voor de erkenning niet zijn vervuld, heeft de dienst zes maanden tijd om zich te schikken naar de bepalingen van dit besluit.

Op het einde van deze termijn, onderzoekt de Erkenningscommissie opnieuw de aanvraag en geeft haar advies te kennen binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf het einde van de termijn van zes maanden bedoeld bij het vorige lid.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het advies van de Erkenningscommissie, geeft de Minister aan de dienst kennis van zijn beslissing.

Indien de beslissing betreffende de erkenning negatief is, wordt de in § 1 bedoelde overeenkomst automatisch opgeheven de laatste dag van de maand waarin de beslissing van de Minister is medegedeeld.

§ 4. Vanaf de datum van erkenning, wanneer het personeelskader van verwijzing, vastgesteld in de in § 1 van dit besluit vernoemde overeenkomsten, het kader overschrijdt dat vastgesteld is in de bepalingen van dit besluit of wanneer het niet overeenstemt met de aard van de ambten voorzien bij dit besluit, wordt dit overeengekomen personeelskader als dusdanig behouden.

In geval dat lid 1 wordt toegepast, indien het overeengekomen kader meer dan vijf voltijdse betrekkingen omvat, moet de dienst binnen een termijn van twee jaar, zich zo organiseren dat er ten hoogste vijf voltijdse betrekkingen aan de dienst worden toegewezen en dat de overtollige betrekkingen aan antennes worden toegewezen, zoals bedoeld bij artikel 26, § 4, met een minimum van twee voltijdse betrekkingen per antenne.

Ingeval de dienst zich niet zou schikken naar de in lid 2 bedoelde bepaling, wordt zijn personeelsformatie automatisch herleid tot vijf voltijdse betrekkingen, bij het verstrijken van de termijn van twee jaar.

§ 5. De erkenning van de dienst heeft niet automatisch de aanpassing van de provisionele toelage voor personeelsuitgaven naargelang van de evolutie van de anciënniteit en de kwalificatie van het tewerkgesteld personeel tot gevolg.

§ 6. Wanneer het personeelsbestand vastgesteld in de in § 1 vernoemde overeenkomsten voor de berekening van de provisionele toelage voor personeelsuitgaven kleiner is dan het aantal betrekkingen bepaald in de bijlage van dit besluit door de diensten van categorie 1, wordt het bestand verhoogd op basis van de volgende modaliteiten:

a) in 1995 wordt het aantal betrekkingen die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven vastgesteld op een minimum van ten minste 2, 5 voltijdse betrekkingen in al de diensten;

b) in 1996 wordt het aantal betrekkingen die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven vastgesteld op een minimum van ten minste 3 voltijdse betrekkingen in al de diensten;

c) de bijkomende betrekkingen toegestaan in 1995 en 1996 worden toegekend volgens modaliteiten die met de beroepsomstandigheden verenigbaar zijn.

Art. 35. In afwijking van artikel 34, wat de diensten betreft die hoofdzakelijk belast zijn met het onthaal 24 uren op 24 of de huisvesting in crisistijd, worden de overeenkomsten, getekend op basis van het besluit van 21 december 1989, automatisch verlengd tot wanneer een specifieke reglementering voor dit soort activiteiten wordt aangenomen.

Deze reglementering moet binnen een termijn van 2 jaar genomen worden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 36. Voor de toepassing van de artikelen 29 en 30 worden beschouwd als personeel dat de in bijlage 3 vereiste kwalificatie heeft, de leden die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit werkelijk het ambt uitoefenden waarvoor de kwalificatie vereist is, in overeenstemming met de vorige reglementsbepalingen.

Art. 57. De provisionele toelagen voor werkingskosten, die bij overgangsmaatregel worden toegekend aan de gesubsidieerde diensten, worden respectievelijk vastgesteld op de jaarlijkse bedragen van 373.320 F voor een betrekking en/of van 502.544 F voor twee betrekkingen, bedragen die geïndexeerd kunnen worden

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 38. Voor de bedragen die geïndexeerd kunnen worden en die geen bezoldigingen of gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen, waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, toegepast.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138, 01; de indexeringscoëfficiënt 1, 0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

Art. 39. Wat de bedragen betreft die bezoldigingen of gelijkgestelde kosten zijn, wordt de wet van 1 maart 1977 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de daarop volgende besluiten.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 138, 01; de indexeringscoëfficiënt 1, 0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

Art. 40. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 41. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBPUN

Bijlage 1

Normen die in aanmerking komen voor de vaststelling van de definitieve toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 30

I. De volgende elementen komen in aanmerking voor de vaststelling van de definitieve toelage :

1° de uitbetaling van bezoldigingen, berekend volgens de vereisten inzake kwalificatie en de weddeschalen van de bezoldiging vermeld in de bijlagen 3 en 4, alsook de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen toegekend krachtens de sectoriële arbeidsovereenkomsten;

2° de geldelijke anciënniteit, berekend volgens de modaliteiten bepaald in bijlage 2, 6° : zijn aanrekenbaar alle diensten die werkelijk worden gepresteerd, alsook deze die kunnen gelijkgesteld worden met werkelijke diensten krachtens de sociale wetgeving;

3° enkel de diensten gepresteerd vanaf de leeftijd die voor elke functie bepaald is in bijlage 4; voor het directiepersoneel komen de vroeger geleverde prestaties in andere ambten dan directie-ambten slechts in aanmerking ten belope van vijfenzeventig honderdsten om de geldelijke anciënniteit te bepalen, onverminderd de in bijlage 2, 4° bedoelde bepalingen;

II. De volgende documenten zijn vereist om de werkelijkheid van de aangehaalde prestaties te bewijzen :

1° het getuigschrift van de werkgever waarbij het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties, de wekelijks gepresteerde diensturen nader worden bepaald;

2° het getuigschrift betreffende de stortingen bij een pensioenkast of een instelling voor sociale zekerheid;

3° elk ander bewijsstuk dat eventueel door het bestuur wordt gevraagd.

III. Sommige uitgaven voor personeelskosten komen niet in aanmerking :

1° de bezoldigingen uitbetaald aan personeelsleden die de in bijlage 3 bepaalde kwalificatie niet bezitten;

2° het gedeelte van de bezoldigingen en de wettige patronale lasten dat de bedragen overschrijdt die ten laste worden genomen door de publiekrechtelijke rechtspersonen voor een voltijdse werktijd, behoudens prestaties in het onderwijs voor sociale promotie ingericht ten voordele van de personeelsleden van de diensten bedoeld in dit besluit; bij wijze van overgangmaatregel, worden de cumulaties ten laste van de overheids machten die vóór 1 augustus 1975 bestonden tot op hun normaal einde geduld.

3° ingeval de dienstactiviteit stop wordt gezet, kunnen de lasten voor vooropzeg enkel gesubsidieerd worden indien zij met werkelijke prestaties overeenstemmen;

IV. 1° Wanneer de dienst bijkomende voordelen bezorgt naast deze die voorzien zijn door sectoriële collectieve arbeidsovereenkomsten, moet hij eigen fondsen van een gelijkwaardig bedrag verantwoorden.

2° De definitieve toelage kan vereffend worden door het storten van een jaarlijkse speciale toelage van 20 000 F per jaar die geïndexeerd kan worden, toegekend evenredig met de wekelijks gepresteerde werktijd en maandelijks per twaalfde uitbetaald.

V. 1° Komen eveneens in aanmerking de kosten voor de verificatie of het juist verklaren van de jaarrekeningen, binnen de in artikel 31, § 1 bepaalde perken;

2° De kosten voor prestaties van personen of firma's voor taken van maatschappelijk secretariaat of het bijhouden van de comptabiliteit, zoals bedoeld bij artikel 31, § 1.

Bijlage 2

Normen van toepassing voor de berekening van de geldelijke anciënniteit erkend in de sector hulpverlening aan de jeugd, die in aanmerking komen voor de berekening en de aanpassing van de provisionele toelage voor personeelsuitgaven, zoals voorzien bij artikel 29, §§ 1 en 4.

1° De prestatie maanden tellen mee voor de anciënniteit vanaf de leeftijd van de ranginneming die voor elke betrekking in bijlage 4 is vermeld.

2° De kalender maanden die bij een of meer werkgevers onvolledig werden gepresteerd worden niet in de anciënniteit meegerekend.

3° Inaanmerkingneming, wat de tewerkgestelde personeelsleden betreft, van de anciënniteiten berekend binnen de volgende perken :

a) voltijdse of deeltijdse prestaties in het beklede ambt in de gesubsidieerde dienst alsook de vroegere prestaties in een gelijksoortig ambt :

1. in een of verschillende diensten die vooral door de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de jeugd erkend of gesubsidieerd worden, alsook in de officiële diensten voor de Jeugdbescherming en de Hulpverlening aan de Jeugd;

2. in een of verschillende erkende diensten voor het onthaal van gehandicapte minderjarigen die ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst zijn;

3. onder meer de prestaties van opvoeder of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie zijn als gelijksoortig beschouwd.

b) De personeelsleden die vóór 1.1.1984 prestaties geleverd hebben in de voornoemde sectoren a) 1) en a) 2) behouden voor de prestaties van vóór 1.1.1984 de verworven anciënniteit op de datum waarop de Jeugdbescherming desgevallend de gesubsidieerde sector vóór 1.1.84 verlaten heeft, of de op 31.12.83 verworven anciënniteit indien de prestaties in de voornoemde sector niet onderbroken werden.

Deze verworven anciënniteit was berekend op de volgende basissen :

functie	aanrekenbare diensten voor de berekening van de anciënniteit
opvoeder	alle vroegere prestaties als opvoeder, psycholoog, maatschappelijk assistent, leraar
onderhoud	alle vroegere prestaties als werkman
verpleger	alle vroegere prestaties als verpleger
administratieve	alle vroegere administratieve prestaties
maatschappelijk assistent	alle vroegere prestaties als maatschappelijk assistent
psycholoog	alle vroegere prestaties als psycholoog
directeur	alle vroegere voornoemde prestaties en de prestaties van directeur in de pedagogische, sociale, paramedische sector.

4° Wat het directiepersoneel betreft, komen de vroegere prestaties in andere ambten dan directieambten slechts in aanmerking ten belope van 75 %, en vanaf de leeftijd van 24 jaar; deze vermindering is evenwel niet van toepassing op :

a) de titularissen van een van de licenties vermeld onder punt B 2° van bijlage 3;

b) wanneer zij een vermindering van de bezoldiging bij bevordering tot het directieambt tot gevolg heeft; in dat geval wordt de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt behouden, onverminderd haar indexering, tot wanneer de bezoldiging, die normaal kan toegepast worden voor het directieambt, de bezoldiging gekoppeld aan het vorige ambt overschrijdt.

5° De totaliteit van de anciënniteit wordt behouden voor ieder personeelslid indien het tot een andere graad bevordert, zolang dit lid prestaties levert ten dienste van eenzelfde macht die een dienst inricht.

6° De anciënniteit wordt volgens de volgende modaliteiten berekend :

a) wanneer de gepresteerde wekelijkse werktijd vermeerderd t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, wordt de berekening van de geldelijke anciënniteit aangepast volgens de formule :

prestatieperiode :

periode van vroegere prestaties (in maanden)

$$\times \frac{\text{wekelijkse werktijd in de vroegere periode}}{\text{wekelijkse werktijd in de huidige periode}} = \text{maand}$$

b) wanneer de gepresteerde wekelijkse werktijd vermindert t.o.v. de werktijd die gepresteerd werd tijdens een vroegere periode, moet de berekening van de geldelijke anciënniteit niet aangepast worden;

c) wanneer de volledige of gedeeltelijke wekelijkse gepresteerde werktijd gelijk is aan de werktijd van een vroegere periode, wordt er een maand geldelijke anciënniteit per gepresteerde maand gerekend;

d) voor de uitslag van een berekening van de anciënniteit op basis van de voornoemde punten a), b) en c), worden de decimalen van het aantal maanden naar boven afgerond.

Bijlage 3

Voorwaarden voor de kwalificatie

ter verantwoording van de toekenning van de in artikel 29 bedoelde provisionele toelage

A. Opvoedingspersoneel

1° Hoofdopvoeder :

Een diploma of schoolgetuigschrift van het niveau van hoger pedagogisch, paramedisch of sociaal onderwijs (behoudens dat van bibliothecaris-documentalist), ten minste van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie.

2° Opvoeder klasse 1 :

— dezelfde voorwaarden inzake kwalificatie als de hoofdopvoeder;

— wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie de opvoeder van klasse 2a of 2b die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder te tellen.

3° Opvoeder klasse 2 :

de opvoeders klasse 2 die beantwoorden aan de voorwaarden vereist om toegang te hebben tot klasse 2a en die in dienst waren op 7 september 1976 kunnen de bezoldiging blijven genieten die vroeger voorzien was voor klasse 2 ingeval het bedrag ervan voordeliger blijkt dan het bedrag gekoppeld aan de weddeschaal van klasse 2a.

4° Opvoeder klasse 2a :

— een diploma of schoolgetuigschrift van hoger

middelbaar onderwijs dat sociaal, educatief of paramedisch gericht is, met volledig leerplan of van sociale promotie;

— brevet van verpleger of assistent nursing;

— een brevet van kinderverpleging, voor zover dat het personeelslid dat houder is van het brevet zich bezig houdt met kinderen tussen 0 en 6 jaar.

5° Opvoeder klasse 2b :

— een diploma of schoolgetuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of ermee gelijkgesteld;

— wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie de opvoeder van klasse 3 die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder te tellen.

6° Opvoeder klasse 3 :

— het getuigschrift van lager middelbaar onderwijs;

— wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde alsmede het opvoedingspersoneel in dienst op 15 september 1975 dat op die datum houder was van een getuigschrift of een brevet van lager middelbaar onderwijs.

B. Psychologisch, medisch en sociaal personeel.

1° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr), assistent in de psychologie;

2° Licentiaat in de psychologie, in de psychologische en pedagogische wetenschappen, in de psychopedagogische wetenschappen, in de opvoedingswetenschappen, in de psychologische wetenschappen of in de psychopedagogie;

Licentiaat in de rechten, criminologie, menselijke wetenschappen of sociologie;

Licentiaat in de specialiteit bepaald door de Minister, enkel in het geval van de in categorie 3 erkende diensten.

C. Administratief personeel

1° Klerk :

— getuigschrift van lager middelbaar onderwijs;

— wordt vanaf 1 januari 1974 gelijkgesteld met deze kwalificatie het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 in dienst was.

2° Opsteller :

— getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of ermee gelijkgesteld;

D. Onderhoudspersoneel

Geen enkele voorwaarde inzake kwalificatie.

E. Directiepersoneel

Directeur of coördinator :

een diploma of eindgetuigschrift van hoger pedagogisch of sociaal onderwijs (behoudens dat van bibliothecaris-documentalist) ten minste van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie, alsmede drie jaar opvoedingsambten.

Bijlage 4

Weddeschalen voor de bezoldiging

ter verantwoording van de toekenning van de in artikel 29 bedoelde provisionele toelage

A. Opvoedingspersoneel

1° Hoofdopvoeder (21 jaar) : 676.835 - 1.015.220

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Opvoeder klasse 1 (20 jaar) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

3° Opvoeder klasse 2 (20 jaar) : 541.487 - 683.961

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

7/2 x 14.246

4° Opvoeder klasse 2A (20 jaar) : 541.487 - 749.855

3/1 x 8.905

4/2 x 10.688

8/2 x 14.246

1/2 x 24.933

5° Opvoeder klasse 2B (20 jaar) : 520.115 - 733.819

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

12/2 x 14.246

6° Opvoeder klasse 3 (18 jaar) : 504.990 - 683.963

3/1 x 5.595

2/2 x 7.775

1/2 x 10.054

2/2 x 11.424

8/2 x 14.217

B. Psychisch, medisch en sociaal personeel

1° Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent (strafinr) of assistent in de psychologie (23 jaar) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

2° Licentiaat zoals voorzien in bijlage 3, B, 2° (24 jaar) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

C. Administratief personeel

1° Klerk (18 jaar) : 504.658.078

3/1 x 5.595

5/2 x 7.775

6/2 x 10.665

2/2 x 16.749

2°. Opsteller (20 jaar) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.993

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

D. Onderhoudspersoneel : 492.791 - 582.992

3/1 x 6.479

2/2 x 4.577

10/2 x 6.161

E. Directiepersoneel

Directeur, coördinator (24 jaar) : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

F. Jaarlijkse minimale gewaarborgde bezoldiging (vanaf 21 jaar) : 498.380 F.

Bijlage 5

Referentienormen

die in aanmerking komen voor de berekening van de jaarlijkse provisionele toelage voor personeelsuitgaven bedoeld bij artikel 29

Dienst van categorie 1 :

3 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

2 maatschappelijke werkers (1)

Dienst van categorie 2 :

4 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

3 maatschappelijke werkers (1)

Dienst van categorie 3 :

5 voltijdse ambten in totaal, d.i. :

1 coördinator

3 maatschappelijke werkers (1)

1 licentiaat

(1) Maatschappelijk werker : opvoeder of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie

Brussel, 24 april 1995

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 95 - 3073

[Mac - 29595]

15 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 54;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 8 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 24 mars 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions et champ d'application

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

— Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

— administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;